

INTRODUCTION GÉNÉRALE

DÉCENTRER LE REGARD. NOUVEAUX PAYSAGES ET TRÉSORS PERDUS DES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES LATINO-AMÉRICAINS

« toute connaissance et interprétation de la réalité sociale est liée, d'une façon directe ou indirecte, à une des visions sociales du monde, à une perspective globale socialement conditionnée ; c'est-à-dire ce que Pierre Bourdieu désigne, dans une expression heureuse, « les catégories de pensée impensées qui délimitent le pensable et prédéterminent le pensé ». Et que, par conséquent, la vérité objective sur la société n'est pas concevable comme une image mais plutôt comme un paysage peint par un artiste ; et que, finalement, ce paysage sera d'autant plus vrai que le peintre sera situé à un observatoire ou belvédère plus élevé, lui permettant une vue plus vaste et plus étendue du panorama irrégulier et accidenté de la réalité sociale ».

Michael Löwy, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Anthropos, 1985, p. 14.

Ce livre est le résultat d'une thèse de doctorat en sciences politiques (2005) et de plus de cinq années de recherche, dont deux ans et demi réalisés au Chili. Notre travail de terrain a été vaste et multiple, fruit d'une formation initiale en tant qu'historien pour ensuite bifurquer vers les sciences politiques et la sociologie : recherche d'archives, dépouillement de milliers de pages de presse, de littérature militante, de brochures de l'époque, travail d'enquête orale auprès de plusieurs dizaines d'acteurs de cette histoire, lecture et analyse de nombreux ouvrages portant sur la période, etc. Notre approche a aussi été théorique et épistémologique. Au total, cette thèse est constituée de plus de 800 pages (dont 130 sont dédiées à la méthodologie, la réflexion théorique, l'enquête orale et ses problèmes, la mise en contexte). Afin de resserrer notre propos et rendre la présente publication plus digeste pour un large lectorat, nous avons procédé à une réécriture de cette recherche et choisi de réduire considérablement notre propos épistémologique, à commencer par l'introduction. Nous ne présentons dans les pages qui suivent que certaines grandes lignes de notre démarche, sous un jour très ramassé, et renvoyons pour plus de détails les lecteurs(trices) et chercheurs(euses) au texte de la thèse. Nous avons également remanié certaines parties et synthétisé, ou tout simplement supprimé, plusieurs paragraphes pour des raisons éditoriales ou de cohérence de l'ensemble. Globalement, l'architecture initiale du doctorat a cependant été respectée, tout en ayant réduit considérablement l'appareil

de notes de bas de page, les annexes et les références bibliographiques. Si quelques – trop rares – travaux universitaires ont été réalisés depuis 2005 autour de cette thématique, ils n'ont fait que conforter ce qui est présenté ici : le cas échéant, nous avons incorporé les apports des productions scientifiques et parutions de ces dernières années. En ce qui concerne les traductions en français des innombrables citations qui accompagnent cette analyse, elles sont toutes de notre fait (sauf mention contraire) : nous citons à chaque fois la source, mais n'avons pas reproduit le texte original en espagnol (chilien), là encore pour des questions évidentes d'espace.

Politiques du conflit, mouvement ouvrier et « pouvoirs populaires constituants » : une brève mise en perspective

Hier comme aujourd'hui, l'approche des classes sociales, de l'action collective ou des mouvements révolutionnaires en Amérique latine (comme ailleurs) continue à générer de nombreux débats théoriques. Nous essayerons ainsi de décrire et analyser avec soin les conflits sociaux que nous prétendons étudier ici, les agents qui les composent et de comprendre dans quel environnement ils se développent. Scruter les mobilisations protestataires qui traversent les sociétés contemporaines constitue un objet de recherche hautement... conflictuel et polémique¹. La science politique telle qu'elle est assumée ici a opéré deux tournants épistémologiques majeurs au cours des dernières années : l'ouverture vers la sociologie et vers l'histoire. Cette façon dite « hybride » de faire de la science politique est aussi celle qui nous permet d'aborder notre objet du point de vue de la *transdisciplinarité*². Sans entrer dans les détails des différentes écoles de l'action collective et de l'univers protestataire, soulignons que dans cet ouvrage nous partageons la proposition de « prolonger la problématique marxiste du mouvement social », proposée par des sociologues français, dont Sophie Bérout, René Mouriaux ou encore Michel Vakaloulis³. Cette approche inspirée d'un marxisme non déterministe, dialectique, ouvert à d'autres courants sociologiques critiques, utilise les catégories de « mouvement social » ou « mouvement ouvrier », sans pour autant abandonner ceux de « classes sociales » ou de « lutte de classes ». Elle rappelle, à juste titre, les liens qui unissent souvent antagonisme social, conflit du travail et mobilisation collective⁴. En ce sens, les mouvements sociaux, au sens large du terme (et, parmi eux, nous y incluons le mouvement ouvrier), s'inscrivent bel et bien dans un ensemble souple, qui se trouve à l'intersection des différentes composantes

1. COURTS-SALIES P., « Un Futur antérieur et un présent », in P. COURTS-SALIES, M. VAKALOULIS, *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF, Actuel Marx, 2003, p. 55-80.

2. DÉLOYE Y., VOUTAT B., « L'hybridation de la science politique », *Faire de la science politique*, Paris, Belin, coll. « SocioHistoires », 2002, p. 7-24.

3. BÉROUD S., MOURIAUX R., VAKALOULIS M., *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998. Pour une réflexion générale, on consultera : NEVEUX E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1996; CHAZEL F., « Mouvements sociaux », in R. BOUDON (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, p. 263-312 et MATHIEU L., *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, coll. « La Discorde », 2004.

4. VAKALOULIS M., « Antagonisme social et action collective », in *Travail salarié et conflit social*, Paris, PUF, Actuel Marx, 1999, p. 221-248.

de la société (au sens bourdieusien : les champs économique, politique, social, culturel), au sein desquelles ils se développent et tendent, en retour, à transformer. Cette perspective « interactionnelle » est également celle des travaux des politistes anglo-saxons Charles Tilly et Sidney Tarrow, c'est-à-dire une optique en terme de *politique du conflit* (« *contentious politics* ») : « Une interaction où des acteurs élèvent des revendications touchant aux intérêts d'autres acteurs, ce qui conduit à la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés et où l'État se trouve impliqué, soit en tant que destinataire de la revendication, soit comme son instigateur, soit comme tierce partie⁵. » Leur théorie de *mobilisation des ressources* et du *processus politique* – désormais classique et qui a connu une reformulation récente intéressante au travers de l'approche en terme de politique du conflit – nous offre plusieurs outils d'analyses judicieux pour le cas qui nous intéresse ici. De plus, l'école française des mobilisations collectives a aussi permis d'enrichir – et parfois de nuancer très largement – l'approche anglo-saxonne, en laissant une place plus importante à une compréhension fine des actions collectives observées, mais aussi de leurs dimensions individuelles, et non plus centrée seulement sur les relations entre État, champ politique et mobilisations (l'interaction *entre* les mouvements en lutte étant, par exemple, également essentielle)⁶.

Notre ambition est d'envisager les politiques du conflit durant le gouvernement Allende comme une *dynamique* et d'en décrire les mécanismes, les séquences d'interaction, tenter d'en saisir les causes et les résultats, ainsi que les rythmes principaux et modes de diffusion. À l'instar des études de Lilian Mathieu sur la France, qui fournit une autre grille d'analyse, également féconde, nous cherchons aussi à étudier également les relations complexes qui se lient entre *l'espace des mouvements sociaux* chiliens et le reste de la société. Nous tentons ainsi de « localiser l'activité contestataire » dans sa face interne (« la dynamique interne des relations qui unissent entre eux les différents mouvements ») mais aussi externe (« les relations que cette sphère d'activité entretient avec d'autres univers sociaux, tels le champ politique ou le monde syndical »)⁷. Contentons-nous pour l'instant d'une définition minimale du mouvement social, l'une des gammes majeures de la politique du conflit contemporain : « Une contestation collective conduite par des individus solidaires et ayant des objectifs communs⁸. » Cela permet d'isoler quatre dimensions essentielles : le caractère collectif du mouvement contestataire ; le partage de visées communes ; l'émergence d'une solidarité dans le groupe mobilisé ; l'affrontement avec les pouvoirs en place et/ou avec le capital.

5. TILLY C., TARROW S., *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Voir aussi : TILLY C., *From mobilization to revolution*, Reading – Massachusetts, Addison-Wesley, 1976 et MC ADAM D., TILLY C., TARROW S., *Dynamics of contention*, Cambridge, CUP, 2001.

6. FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. « recherches », 2010.

7. Selon MATHIEU L., « Le concept d'espace des mouvements sociaux désigne l'univers de pratique et de sens, relativement autonome à l'intérieur du monde social, au sein duquel les mobilisations protestataires sont unies par des relations d'interdépendance », in « *L'espace des mouvements sociaux* », *Politix*, 2007/1, n° 77, p. 131-151. Voir également : MATHIEU L., *L'espace des mouvements sociaux*, Paris, Éditions du Croquant, coll. « Sociopo », 2012.

8. TARROW S., *Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambridge, CUP, 1994, p. 3-4.

Ces mouvements s'inscrivent dans une temporalité spécifique et sont amenés, le cas échéant, à négocier activement leurs revendications. Ils peuvent également s'étendre et se radicaliser débouchant sur des *situations révolutionnaires* (au sens de Tilly) ou au contraire être réprimés, voire cooptés ou institutionnalisés. Il s'agit ainsi d'une « dynamique propre d'un groupe social porteur de revendications importantes, durables et conflictuelles⁹ ». Cette définition renvoie à l'autonomie *relative* de l'espace de ces mouvements et à leurs liens – étroits ou distancés – avec d'autres champs de la société, à leurs ressources organisationnelles, aux agents sociaux ou fractions de classes mobilisées ou encore aux modes de représentation du conflit mis en avant. Il ne fait pas de doute qu'au sein de tout processus de lutte de classes, il existe des différenciations d'identités collectives, des parcours militants, des intérêts catégoriels et individuels spécifiques ou des formes de mobilisation différenciées ou sectorisées. C'est donc en ayant à l'esprit l'ensemble de ces précisions sur « la diagonale des classes » et la complexité des diverses figures du conflit que l'on cherche à aborder cette époque emblématique de l'histoire chilienne¹⁰. Selon nous, les classes sociales – comme le mouvement social ou ouvrier – doivent être envisagées comme un *processus* en permanente construction et redéfinition, non comme une structure, un objet froid ou statique. Comme l'expliquait Edward P. Thompson, l'expérience vécue est essentielle pour comprendre la formation d'une classe ouvrière, c'est-à-dire que celle-ci est partie prenante de sa propre élaboration, qu'elle n'est pas une *chose* mais qu'elle *advient*, qu'elle est inscrite dans une historicité :

« Une classe est une formation sociale et culturelle (trouvant souvent une expression institutionnelle) que l'on ne peut définir dans l'abstrait ou isolément, mais seulement dans ses relations avec d'autres classes ; et finalement, la définition ne peut s'élaborer qu'en fonction de la dimension temporelle, c'est-à-dire en termes d'action et de réaction, de changement et de conflit¹¹. »

Dans la même veine, L. Mathieu souligne qu'une classe n'est pas une donnée stable, « produite par des mécanismes économiques mais le résultat d'un travail d'unification, de mobilisation et de représentation (notamment par la création d'organisations dotées de porte-parole), dont les membres sont eux-mêmes les principaux acteurs¹² ».

Ainsi que le notent Tilly et Tarrow, toute recherche sur les politiques du conflit devrait commencer par situer *les sites du conflit* étudiés (entendus comme les groupes sociaux instigateurs de la mobilisation). Au terme de notre étude de terrain, nous avons choisi de nous centrer sur le *mouvement ouvrier*, l'un des principaux acteurs du conflit sociopolitique de cette période, au cœur des contradictions capital-travail et à la jonction entre champ économique, mobilisations syndicales, univers politique et organisations partisans.

9. BÉROUD S., MOURIAUX R., VAKALOUIS M., « Le concept de mouvement social », *Le mouvement social en France*, op. cit., p. 13-62.

10. Afin de poursuivre cette réflexion, on peut lire avec profit l'essai « Sur les crises, les classes, l'histoire » de BÉNSAÏD Daniel dans *La discordance des temps*, Paris, Les Éditions de la Passion, 1995.

11. Voir la postface à la version française de Thompson E. P., *The making of the English working class*, Londres, Penguin, 1968 (*La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil/Galimard, coll. « Hautes Études », 1988).

12. MATHIEU L., *Comment lutter?, Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004, p. 28.

En 1970, la classe ouvrière chilienne (en particulier industrielle) et ses organisations, ont développé un mouvement dont l'ampleur et la place essentielle au sein de la structure sociale, permettent de dégager un parcours exemplaire de mobilisations collectives protestataires, en conjonction avec d'autres fractions de la population urbaine. En effet, nous est apparu au fil de notre recherche, un autre site de conflit majeur : le *mouvement social urbain*, c'est-à-dire les mobilisations collectives issues d'autres secteurs sociaux subalternes, vivant dans les périphéries urbaines (les *pobladores*) et qui se mobilisent autour de problématiques telles que le logement, l'accès aux services publics, le ravitaillement, etc.¹³. Ce que Henri Lefebvre aurait dénommé le droit à la ville¹⁴. Ce choix a pour base les travaux du sociologue Manuel Castells sur les luttes urbaines au Chili comme en Amérique latine¹⁵. Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas eu d'autres expériences intéressantes en ce sens en milieu rural, bien au contraire¹⁶. Nous pouvons ainsi dire que nous tentons d'analyser l'espace, la dynamique et les actions du mouvement ouvrier et du mouvement social urbain dans le contexte du Chili à l'aube des années soixante-dix et, avec comme préoccupation, de mettre en relation ces luttes sociales dans leurs logiques internes, mais aussi leurs interactions avec la gauche partisane, comme avec le gouvernement Allende et l'État chilien. Ceci dans une période où l'espace protestataire étudié est très peu autonome vis-à-vis du champ politique, et en partie construit ou alimenté par des militants « multi-engagés » dans le champ syndical et partisan. En effet, le mouvement ouvrier est au cœur du système politique chilien et de ses agencements – y compris institutionnels – depuis au moins l'aube des années 1930 et il est l'un des agents fondamentaux du changement social dans le pays. Une caractéristique qui n'est d'ailleurs pas spécifique au Chili des années 1970. La politiste Hélène Combes, dans ses recherches sur la gauche mexicaine, montre la nécessité de décloisonner l'étude des mouvements sociaux et celle des partis politiques, pour aller vers une approche en termes de « milieu partisan » (notion chère à Frédéric Sawicki), et de multi-engagements militants¹⁷. L'intérêt d'une étude des liens État, partis, mouvements, a été confirmé par plusieurs autres publications au cours des dernières années¹⁸.

Il se dégage alors deux axes d'analyse prioritaires. Premièrement, celui d'une mise en perspective liée à la conjoncture politique nationale, alors que les *flux de conflits*¹⁹

13. Voir le paragraphe sur les mobilisations revendicatives des « pauvres de la ville ».

14. LEVEBVRE H., *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

15. Voir CASTELLS M., *Luttes urbaines*, Paris, Maspero, 1975 et BAÑO R. A., *Conceptos y proposiciones acerca del movimiento popular urbano*, Santiago, documento de trabajo, programa FLACSO, n° 161, novembre 1982. Cette approche est donc contraire aux théories actionnalistes d'Alain Touraine, qui rejette l'idée d'un mouvement social urbain (*La parole et le sang. Politique et Société en Amérique latine*, Paris, O. Jacob, 1988, p. 240-248).

16. CASTEX P., *Voie chilienne au socialisme et luttes paysannes*, Paris, Maspero, 1977.

17. COMBES H., *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, coll. « Recherches Internationales », 2011.

18. Voir LUCK S. et DECHEZELLES S. (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, PUR, 2011 et GOLDSTONE J. A. (éd.), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

19. Est entendu par flux de conflits, « une série de moments de revendication collective liés entre eux, que l'observateur isole à des fins d'explication », TILLY C., TARROW S., *Politique(s) du conflit*, op. cit., p. 347.

que nous analysons sont directement en lien avec le conflit de classe national, dans une période d'agitation de type prérévolutionnaire. Deuxièmement, celui d'une compréhension plus restreinte liée aux luttes locales à l'échelle d'un territoire déterminé et souvent revendiqué par les agents mobilisés en tant qu'espace réapproprié. Ceci permet de mettre en avant plusieurs questionnements connexes, qui interviennent dans la formation des organisations protestataires étudiées : conditions d'émergence et structuration interne, répertoires de mobilisation et représentativité, praxis et discours (ou encore *ethos* et *logos* si l'on suit Pierre Bourdieu), rapports avec les autres agents mobilisés au sein de l'espace social étudié et dynamique interactionnelle avec les partis politiques, etc. C'est en partant de ces diverses réflexions que nous essayons de peindre les divers « paysages de la vérité » de ce « pouvoir populaire » chilien.

La période que nous traitons est peuplée d'images héroïques et de mythes, qui troublent parfois le travail du chercheur. S'attacher à l'étude de certaines formes de « pouvoir populaire » dans une période de montée en puissance des mouvements révolutionnaires, ou se réclamant comme tels, est parfois source de confusion. Le seul terme de « révolution » mériterait à lui seul de longs développements critiques et théoriques (il convient d'ailleurs, selon nous, plutôt de parler de *processus révolutionnaire*)²⁰ ! Comme le souligne l'historien Pierre Vayssière, « peu de mots du vocabulaire présentent autant de signes dialectiquement contradictoires²¹ ». Quoi qu'il en soit, *l'anatomie* des phénomènes révolutionnaires reste encore aujourd'hui une entreprise difficile à réaliser et les simplifications restent à bannir si l'on veut restituer toute la richesse de telles périodes²². D'ailleurs, Karl Marx lui-même s'est toujours refusé à fournir une définition clef en main du concept de Révolution, pour au contraire, démontrer que toute crise révolutionnaire était le produit d'un contexte et de contradictions sociales spécifiques, qui ne pouvaient suivre un schéma préconçu²³. Quant à la notion de « pouvoir populaire », il s'agit d'une notion floue et ambiguë, dont on verra qu'elle possède des acceptions politiques, pratiques et symboliques hétérogènes. D'une manière générale, ce terme est agité par la gauche latino-américaine, essentiellement à la suite de la révolution cubaine. Il est en ce sens historiquement daté et limité géographiquement.

Ces flux peuvent avoir diverses ampleurs, du conflit de voisinage persistant à un processus prérévolutionnaire impliquant plusieurs acteurs des champs partisan et institutionnel, comme c'est le cas qui nous intéresse ici.

20. DÉCOUFLÉ A., *Sociologie des révolutions*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je? », 1968 ; ROCHER G., « Le processus révolutionnaire », *Le changement social*, Paris, Le Seuil, 1970, p. 255-280. Avec une définition uniquement centrée sur l'État (et donc insatisfaisante), Tarrow et Tilly appréhendent la révolution comme « un transfert forcé du pouvoir d'État, où au moins deux blocs distincts de belligérants élèvent des prétentions mutuellement incompatibles sur celui-ci, et où chaque bloc peut se prévaloir de l'adhésion d'une fraction significative de la population », in *Politique(s) de conflit*, *op. cit.*, p. 260.
21. VAYSSIÈRE P., *Les révolutions en Amérique latine*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 1991, p. 9-25 ; lire également : MIREZ F., *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América latina*, México, Siglo XXI, 2001.
22. BRINTON C., *Anatomía de la revolución*, México, Fondo de Cultura Económica, 1985. Et pour une critique de l'historicisme des travaux comparatistes de Brinton, voir : DOBRY M., *Sociologies des crises politiques*, Paris, Presses nationales de Sciences Po, 2009. Pour une analyse à partir du cas Chilien : PINTO J., « Hacer la revolución en Chile », *Cuando hicimos historia. La historia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2005, p. 9-33.
23. C'est ce type d'analyse qui est aujourd'hui développé par des collectifs de recherche comme la revue *Dissidences* (France).

Il correspond au contexte de ce que Tomás Vasconi nomme la « longue décennie » en Amérique latine : cette période s'étend du premier janvier 1959 avec la prise du pouvoir à la Havane par les « *Barbudos* » et se conclut au Chili avec le coup d'État du 11 septembre 1973²⁴. À noter que c'est à peu près à la même période, qu'en Europe, se déroule ce que Pierre Rosanvallon qualifie d'« âge de l'autogestion²⁵ ». La référence au « pouvoir populaire » désigne alors une dynamique que l'on peut déceler durant les périodes de crises révolutionnaires, mais également dans plusieurs expérimentations circonscrites à un quartier, une usine, un territoire, avec de multiples mises en pratique. C'est précisément cela qu'a mis en valeur la philosophe allemande Hannah Arendt dans son essai sur la Révolution et qu'elle qualifie joliment de « trésor perdu de la tradition révolutionnaire », manière de désigner des événements et des expériences politiques que l'historiographie dominante a trop longtemps négligé (à commencer par l'histoire des conseils ouvriers)²⁶.

Pour ce travail, nous avons choisi de proposer, d'utiliser et de « tester » la notion de *pouvoir populaire constituant*, afin d'étudier ces formes créatrices d'organisation et mobilisations venues « d'en bas » : une dynamique *bottom-up* (comme le disent les sociologues anglo-saxons) dont les agents du mouvement protestataire – dans leur diversité – semblent porteurs, durant les brefs moments de ruptures de l'ordre hégémonique qui ont traversé le siècle passé, comme ce début de vingt et unième siècle. On peut alors décrire le surgissement de diverses expériences d'auto-organisation provenant des classes dominées mobilisées, qui s'opposent de manière dialectique, aux organismes institués comme aux relations de production et symboliques hégémoniques : ce que Arendt nomme « autogouvernement représentatif », en s'inspirant des révolutions françaises, étatsuniennes et russes. L'Amérique latine a été parsemée, de-ci de-là, par ces « éclairs autogestionnaires » aux identités et géographie sociale spécifiques à ce continent²⁷. Dans une vaste étude consacrée aux différents mouvements de participation et d'autogestion latino-américains, F. Iturraspe insiste :

« Dans divers endroits, les travailleurs, acteurs primordiaux de la production, effectuent diverses expériences dans lesquelles ils participent et assument la gestion des entreprises : la participation, la cogestion et l'autogestion, dans leurs différents modèles et avec les diverses réalités de leur application, expriment un processus de socialisation qui ne se circonscrit pas seulement à la production, mais qui influence tous les niveaux de la société²⁸. »

Il s'agit effectivement, comme l'écrit le penseur critique Toni Negri, de s'intéresser à une temporalité historique « qui fait irruption, qui coupe, qui interrompt, écartèle

24. VASCONI T. A., *Las ciencias sociales en América del Sur y Chile : 1960-1990*, Santiago, Universidad ARCIS, 1995.

25. ROSANVALLON P., *L'âge de l'autogestion*, Paris, Le Seuil, 1976.

26. ARENDT H., *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1985, p. 317-417.

27. PETRAS J., VELTMEYER H., *Autogestión de trabajadores en una perspectiva histórica*, Topia – La Maza, Buenos Aires, 2002.

28. ITURRASPE F. (coord.), *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, Nueva Sociedad, Caracas, 1986, t. I, introduction.

tout équilibre préexistant et toute possibilité de continuité²⁹ ». Bref, d'un pouvoir qui entre en friction avec les « pouvoirs constitués », c'est-à-dire des formes de domination instituées et régulées, notamment l'État ou le capital (ou des fractions de ceux-ci). Mais si nous proposons ce concept, c'est aussi en nous démarquant des travaux du philosophe italien et de sa théorie des « multitudes » sociales ou de la simple constitution de contre-pouvoirs³⁰. Cornelius Castoriadis a beaucoup écrit sur cette relation entre *instituant* et *institué* dans sa recherche d'une praxis de l'autonomie³¹. Récemment, le chef de file de la « nouvelle histoire sociale » chilienne, Gabriel Salazar, dans sa vaste étude du « bas peuple » (*bajo pueblo*) fait aussi référence au « pouvoir constituant des salariés et intellectuels » ou encore au « pouvoir citoyen » au fil du xx^e siècle, conçu comme l'exercice de la « souveraineté populaire » au travers de diverses expériences de mobilisations sociales, et notamment leurs capacités de gestion au niveau communal ou « autoéducatives » face à des Constitutions politiques imposées par « en haut » (en 1830, 1925 et 1980)³². Si ces réflexions de Salazar sont très utiles pour la rénovation de l'histoire chilienne, son utilisation de la notion de « pouvoir populaire constituant » reste cependant assez floue et, finalement, peu opératoire pour notre étude. De plus, comme l'ont fait remarquer plusieurs chercheurs (tels Sergio Grez, Igor Goicovic, Jorge Rojas, Miguel Fuentes), l'approche de Salazar reste centrée sur un vaste et mouvant « sujet social », sans qu'il soit directement connecté au champ politique sur lequel et dans lequel il interagit³³.

Pour notre part, si nous proposons (depuis 2005) le concept de *pouvoir populaire constituant*, c'est pour – au contraire – y inclure l'ensemble de ses dimensions politiques, économiques ou idéologiques et souligner dans cet espace du mouvement social du Chili du début des années 1970, la centralité du mouvement ouvrier et de ses organisations syndicales et partisans. Notre concept fait aussi écho à celui, marxiste, de « dualisation de pouvoir » ou « pouvoir dual ». Cette idée avait été développée par Léon Trotsky, suite à sa participation au soviet de St Petersburg en 1905 et est plus amplement précisée dans son travail sur la révolution russe. Il s'agissait de montrer comment, à un moment donné, l'irruption des classes populaires sur la scène politique peut permettre que le pouvoir politique passe des mains des secteurs dominants à celles des classes dominées, qui se substituent à elles dans la conduite de la société. Il s'agit d'une phase transitoire et éminemment instable, pendant laquelle coexistent et s'affrontent l'ordre ancien et la nouvelle société³⁴. L'intérêt de cette approche a été par la suite affiné et complété par de multiples chercheurs, y compris en dehors du champ du marxisme, afin d'étudier les phénomènes des grandes crises sociales ou

29. NEGRI T., *Le Pouvoir constituant*, Paris, PUF, 1997.

30. Pour une critique de ces théories : BORON Atilio, « Poder, contra-poder, antipoder : notas sobre un extravió teórico-político en el pensamiento crítico contemporáneo », *Herramienta*, Buenos Aires, 2003 [www.herramienta.com.ar].

31. CASTORIADIS C., *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 1975.

32. SALAZAR G., *Del poder constituyente de asalariados e intelectuales (Chile, siglos XX y XXI)*, Santiago, Lom Ediciones, 2009.

33. GREZ S., « *Escribir la historia de los sectores populares. ¿Con o sin la política incluida?* », *Revista Política*, Universidad de Chile, vol. 44, 2005, p. 17-31 ; FUENTES M., *Gabriel Salazar y la « Nueva historia » : elementos para una polémica desde el marxismo*, memoria de licenciatura, Universidad de Chile, 2007.

34. TROTSKY L., *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Le Seuil, 1950.

révolutionnaires, à l'exemple de Charles Tilly³⁵. L'expérience chilienne s'inscrit en partie dans l'âge des extrêmes de ce court vingtième siècle ouvert par les révolutions mexicaine et russe³⁶, mais il serait illusoire de les comparer ou d'y chercher systématiquement les traces de ces dernières, tant les sociétés et la période concernées sont différentes. Nous sommes aussi d'accord avec le politiste Michel Dobry contre les illusions d'une « histoire naturelle » des révolutions et crises politiques, qui hantent toute investigation qui cherche – de manière légitime – à souligner les grandes étapes de ces processus, au risque de restituer de manière téléologique l'enchaînement de différentes phases, à partir d'idées préconçues, basées sur le résultat attendu de telles crises (selon la logique de la méthode régressive)³⁷.

Néanmoins, ainsi que l'a suggéré Ernest Mandel, dans une anthologie désormais classique, ce phénomène de dualisation de pouvoir constitue une des trames communes des crises révolutionnaires contemporaines³⁸. Notre notion de *pouvoir populaire constituant* recouvre aussi en partie celles de « contrôle ouvrier » et d'« autogestion », mais en offre une vision plus large (pas uniquement centrée sur les mobilisations ouvrières). En guise d'idéal-type wébérien et de première définition, disons qu'il consiste en la création d'expérimentations sociales et politiques, de contre-pouvoir et contre-hégémonies organisés ainsi qu'en de nouvelles appropriations collectives (souvent limitées et contradictoires), qui s'opposent – en totalité ou pour partie – à la formation sociale dominante et aux institutions établies. Concrètement, cela correspond à une remise en cause relative – ou totale – des relations de production, des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, des mécanismes de domination matériels ou symboliques. Pour reprendre une réflexion de l'historien Luís Vitale, le pouvoir populaire constituant tel que nous l'entendons ici

« est le résultat d'un processus de lutte, d'accumulation de forces, au cours duquel vont se mettre en relations les revendications immédiates avec les nécessités de créer une nouvelle société. [...] Le pouvoir populaire peut s'exprimer, ainsi, à différents niveaux : être un organisme dans une phase embryonnaire qui réalise des tâches limitées de pouvoir local ou se convertir en un puissant pouvoir populaire qui, commençant à exercer réellement le pouvoir dans une zone déterminée, en arrive à se présenter comme pouvoir dual à l'échelle nationale³⁹ ».

Nous rejetons également dans ce travail, l'image fétichisée du conseil ouvrier ou du *soviet*, censés être présents à l'état pur dans toute crise révolutionnaire, afin – au contraire – de chercher à décrire la dynamique complexe et les mobilisations

35. C. Tilly insiste sur l'apport du concept de dualité de pouvoirs pour comprendre les phénomènes révolutionnaires contemporains, tant en y apportant certaines nuances (*From mobilization to revolution, op. cit.*, p. 190-193).

36. HOBBSBAWM E., *L'Âge des extrêmes. Le court XX^e siècle*, Paris, Le Monde diplomatique – Éditions Complexe, 1999 et BETHELL L. (éd.), *Historia de América Latina : política y sociedad desde 1930*, Barcelona, Cambridge University Press/Critica, t. XII, 1997.

37. DOBRY M., *Sociologies des crises politiques, op. cit.*, p. 58-74.

38. MANDEL E., *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion (anthologie)*, Paris, F. Maspero, 1973 (3 tomes). Voir aussi : ZAVALETA MERCADO R., *El poder dual en América latina*, México, Siglo XXI, coll. « Minima », 1974.

39. VITALE L., *¿Qué es el poder popular?*, Santiago, Sembrando, Folleto, 1994.

multisectorielles qui eurent lieu durant l'Unité populaire et qui en constituent la richesse, comme la spécificité.

« La révolution par en bas » ? Historiographie de l'Unité populaire

Un océan bibliographique

Une première remarque : la masse extraordinaire de livres qui ont traité à l'Unité populaire (UP)⁴⁰. Le cas chilien a tant symbolisé, a tant été discuté, que le chercheur se trouve face à une bibliographie démesurée. Ainsi, Max Nolff a pu recenser plus de 200 livres consacrés au seul personnage du président Salvador Allende (Nolff M., 1993)⁴¹. L'un des dangers est donc de se « noyer » dans cet océan bibliographique et il est indispensable d'y opérer un tri préalable. Malgré le caractère parfois arbitraire d'une telle classification, nous présenterons ici les principales tendances d'analyse et quelques ouvrages parmi les plus représentatifs. On peut tout d'abord élaborer une première distinction en se basant sur le caractère scientifique de l'écrit. Plus exactement en remarquant le sérieux – ou non – des sources utilisées et la méthodologie employée. En effet, de nombreux livres sont des essais militants et des témoignages, rédigés – dans les années qui ont suivi le coup d'État – par des acteurs « engagés ». Dans cette catégorie, on rencontre de multiples écrits sensationnalistes qui apportent peu aux chercheurs. Comme le note Hugo Cancino, l'objet de ces publications était « de créer un sentiment de solidarité avec le peuple chilien, d'indignation et de condamnation morale de la dictature militaire [...]. Le genre "essais", malgré sa tentative d'expliquer et de formuler des hypothèses sur le cours de l'expérience chilienne, dépassant ainsi la chronique journalistique, ne consiste pas dans la majorité des cas en un travail systématique des sources primaires et secondaires » (Cancino, 1998, p. 2). Certains, néanmoins, ont une réelle valeur aujourd'hui encore. Rédigés par des intellectuels qui étaient, directement ou indirectement, partie prenante de l'UP, ils nous offrent des points de vue tout à fait intéressants. Il faut donc savoir les utiliser avec précaution puisqu'ils peuvent nous servir autant comme archives historiques (sur les représentations subjectives de l'époque par exemple) que comme source de documentation scientifique. Citons, en guise d'exemple, les livres d'un proche conseiller d'Allende, le politologue catalan Joan Garcés, qui permettent de comprendre la position du gouvernement (Garcés J., 1974). Le livre de Carlos Altamirano, alors secrétaire général du PS chilien (Altamirano C., 1977), est aussi un classique du genre, de même que les études d'un des économistes de l'UP, Sergio Bitar ou encore la compilation des œuvres de Pedro Vuskovic, un temps ministre de l'économie. Ajoutons le journal du sociologue français Alain Touraine, qui nous

40. Nous utilisons dorénavant l'acronyme UP pour désigner l'Unité populaire.

41. Cette partie reprend largement : GAUDICHAUD F., « Paysages de la vérité du Chili durant l'Unité Populaire (1970-1973). Essai d'analyse épistémologique », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 51-52, IHEAL – Paris, 2007, p. 170-184. Pour raison de commodités, dans ce paragraphe, nous nous contenterons de citer entre parenthèses les auteurs cités et nous renvoyons le lecteur à la bibliographie en fin d'ouvrage.

offre ses réflexions au jour le jour, alors qu'il vivait au Chili (Touraine A., 1973) ou encore les mémoires de dirigeants du Parti communiste tels que Orlando Millas ou Luís Corvalán. Ces textes ont été rédigés dans les années soixante-dix, mais depuis, de nombreux universitaires ont tenté d'apporter leur pierre à l'édifice, avec en filigrane, la volonté d'expliquer les mécanismes sociopolitiques qui ont conduit de « la voie chilienne au socialisme » au régime militaire du général Pinochet. Comme tout travail en sciences sociales, les études consacrées à l'Unité populaire peuvent se diviser en grands courants de pensée. L'historiographie chilienne de cette période est conflictuelle et, comme l'ont montré plusieurs chercheurs, elle a été fortement marquée par la « cassure » que représente le coup d'État : penser en période de dictature ne peut manquer d'influencer la production intellectuelle et la manière de « faire de l'histoire » ou d'aborder les sciences politiques⁴². Les approches restent assez tranchées et elles sont le reflet des présupposés théoriques, méthodologiques ainsi qu'idéologiques de leurs auteurs. Dans une analyse éclairante et polémique, l'historien Luís Moulian distingue trois grands courants dans l'historiographie chilienne traitant de la période 1964-1973 (Vitale L. [coord.], 1999, p. 43-111). Selon lui, tous les travaux s'inscrivent, d'une manière ou d'une autre, au sein de l'une de ces tendances fondamentales, avec des nuances cependant. La première grande famille épistémologique est issue de l'histoire traditionaliste et néoconservatrice : ses représentants les plus connus sont Ricardo Krebs et Gonzalo Vial⁴³. Ce dernier voit dans l'Unité populaire, la culmination de la violence politique fomentée essentiellement par la gauche en faveur de « modèles ou utopies révolutionnaires » (Vial G., 1981). L'année 1973 représente pour ces auteurs réactionnaires le point d'orgue d'une crise d'autorité et des valeurs morales nationales, du fait d'une « *sobre-ideologización* » (sur-idéologisation) de l'ensemble de la société, obligeant finalement l'armée à intervenir afin de rétablir l'ordre. Ce désordre croissant et incontrôlé serait dû, pour partie aux réformes sociales et, de l'autre, à l'action déstabilisatrice des partis politiques, tous favorables à des « projets globaux » de transformation sociale. La seconde tendance historiographique est « méso-historique », et quoiqu'assez hétérogène, proche de la pensée du christianisme social (Collier S. et William S., 1999). Ce courant est incarné par des historiens tels que Sergio Villalobos ou Cristián Gazmuri et par Genaro Arriagada dans le domaine de la science politique. Il se caractérise par son intérêt pour les descriptions empiriques, par la place donnée à l'événementiel (et finalement par une vision positiviste). Très factuelle, ce type d'analyse laisse peu de place à l'interprétation et au débat théorique. La « voie chilienne au socialisme » est alors vue comme un chemin conduisant de la voie institutionnelle, héritée du gouvernement démocrate-chrétien (1964-1970), jusqu'aux velléités du pouvoir total, incarnées par S. Allende. On pourrait ajouter à cette tendance, le chapitre XII de l'histoire générale du Chili, publiée par la *Cambridge University*. Enfin le dernier grand type d'interprétation mis en valeur par Luís Moulian est marxiste et postmarxiste (ou utilisant certaines catégories marxistes).

42. ROJAS FLORES J., « Los trabajadores en la historiografía chilena : balance y proyecciones », *Revista Economía y Trabajo*, n° 10, Santiago, 2000, p. 47-117.

43. L'historien Gonzalo Vial fut un fervent défenseur de la dictature et auteur – anonyme – du *Libro blanco* de la junte militaire.

Pendant presque trois décennies, le marxisme orthodoxe a largement dominé l'histoire du mouvement ouvrier chilien, avec des auteurs tels que Hernán Ramírez Necochea. Ce marxisme universitaire a été marqué par le déterminisme historique et une vision téléologique des processus politiques : « Au Chili, comme sous d'autres latitudes, les ouvriers du secteur industriel et minier devinrent les grands protagonistes de l'histoire du salut et de la rédemption de l'humanité. Cette philosophie de l'histoire faisait que de manière quasi inévitable l'arrangement des faits suivrait un déroulement qui avançait jusqu'à un final connu et nécessaire⁴⁴. » Avec la chute du mur de Berlin, de telles certitudes déterministes ont été battues en brèche. Jusqu'à son décès en 2010, le principal représentant du matérialisme historique au Chili était Luís Vitale, historien marxiste hétérodoxe. Ses dernières contributions montrent une réelle ouverture problématique et sa volonté de collaborer avec une nouvelle génération de chercheurs (Vitale L. [coord.], 1999). Ce courant voit dans l'UP, une « période prérévolutionnaire » et dans le programme du gouvernement, une tactique de caractère « démocratique avancé », qui est restée emprisonnée dans un légalisme, dépassé par la teneur du conflit de classe. En lien avec cette approche, il faut citer les diverses études du sociologue étatsunien James Petras. Luís Moulian classe également l'historien Gabriel Salazar, tête de file de la « nouvelle histoire » chilienne, dans cette catégorie. Cette classification est discutable puisque G. Salazar ne se revendique pas de cette filiation marxiste (Salazar G., 1999). Enfin, parmi les chercheurs de « sensibilité marxiste », on trouve le sociologue Tomás Moulian, qui a travaillé un temps avec le sociologue Manuel Garretón, pour ensuite se rapprocher de certains paradigmes marxistes. Néanmoins, sa « conversation avec Allende » est plutôt de l'ordre de l'essai philosophique (Moulian T., 1998).

Crise du « système politique » et destruction du centre ?

Les distinctions opérées ci-dessus sont assurément simplificatrices. Elles ont pourtant le mérite de baliser le terrain. Comme l'admettait Luís Moulian, elles nécessiteraient d'être largement affinées : plusieurs auteurs ayant travaillé sur l'Unité populaire ne se reconnaissent assurément pas dans l'une de ses trois grandes catégories. Surtout, les nombreuses recherches réalisées en dehors du Chili sont laissées de côté. En ce qui concerne la production française, nous pourrions ainsi citer le travail de la sociologue Marie-Noëlle Sarget ou encore celui d'Ingrid Seguel-Boccaro, consacré aux « passions politiques durant l'Unité populaire » (Seguel-Boccaro, 1997). Il s'agit d'une thèse de doctorat qui se réclame de l'analyse socio-historique de Nöbert Elias, bien qu'elle reste surtout centrée sur les représentations politiques, utilisant le concept « d'affects politiques » cher à Pierre Ansart⁴⁵. Mais, ce sont avant tout les investigations anglo-saxonnes qui ont eu une réelle influence sur la manière d'envisager l'UP. C'est particulièrement le cas de l'important travail développé par l'école fonctionnaliste étatsunienne, à partir des années cinquante, autour de Talcott Parsons. En ce qui concerne le Chili, une telle approche est dominée par les recherches de l'équipe d'Arturo Valenzuela

44. ROJAS FLORES J., *op. cit.*, p. 51

45. ANSART P., *La gestion des passions politiques*, Paris, L'Âge d'Homme, 1983.

(université de Colombia), qui ont débouché sur des ouvrages de référence (*The origins of democracy: theoretical reflections on the chilean case*, 1983 et *The breakdown of the democracy in Chile*, 1989). Cette école axe son interprétation sur le système politique pendant l'Unité populaire, en s'intéressant au champ institutionnel et au fonctionnement des partis politiques (stratégie, direction, rapport aux institutions). Pour résumer, l'UP est interprétée comme un moment de destruction accélérée du système politique représentatif, sous le poids d'un processus de polarisation et de rupture du « centre politique ». L'école fonctionnaliste a fortement contribué à l'élaboration de la notion « d'État de compromis », souvent invoqué au moment de comprendre le système politique chilien et son exceptionnelle stabilité en regard avec d'autres pays du Cône Sud (la Bolivie par exemple). Selon Valenzuela, une des caractéristiques du système politique chilien serait, depuis les années trente, une articulation entre des « extrêmes politiques » (les communistes, les socialistes à gauche et les conservateurs à droite) et un « centre » dirigé par le Parti radical, qui modère l'ensemble du système. Or, à partir des années soixante, l'apparition de la Démocratie-chrétienne signe l'arrêt de mort d'un tel équilibre en déplaçant les radicaux et ouvrant la boîte de Pandore de « la polarisation du système politique » (l'UP en est alors l'aboutissement logique). Jusqu'à nos jours, la production universitaire chilienne a été particulièrement marquée par ce paradigme : une révision des travaux de la FLACSO des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix et des ouvrages du sociologue Manuel Garretón souligne la prégnance de telles analyses (Garretón M., 1983). Plus récemment, l'historien Alfredo Jocelyn-Holt se revendique expressément de cette appartenance théorique : il décrit le « fragile équilibre » du système politique chilien et, à partir de 1964, du fait de ce qu'il nomme le « messianisme idéologique », une radicalisation politique, jugée délétère pour la stabilité démocratique (Jocelyn-Holt A., 1999).

Dans une investigation réalisée durant l'année 2004, deux historiens ont comparé les arguments d'un corpus de quinze ouvrages, publiés au Chili entre 1974 et 2004 et qui sont considérés comme incontournables sur la question (Garcés M., Leiva S., 2004). Leurs premières conclusions dressent le constat suivant : alors que les divers textes révisés proviennent de regards différents (allant des marxistes aux fonctionnalistes) et de disciplines variées, ils notent que « la tendance de la majorité des études a été, jusqu'à maintenant, de constituer en objet d'analyse quasi exclusivement les acteurs politiques « formels », c'est-à-dire les partis politiques, les thématiques liées à ceux-ci (programmes, tactiques, alliances) et les secteurs où ces derniers concentraient leur action (surtout les divers espaces de l'appareil étatique) ». Ainsi, l'accent est mis sur le rôle des partis politiques, censés incarner les acteurs essentiels du processus, particulièrement *via* les négociations au niveau du Parlement ou grâce à la politique menée par le gouvernement Allende. Cependant, au sein de cette matrice, on peut noter deux courants proches mais distincts. Un premier insiste sur la disparition du centre du système politique et, en ce sens, reprend – en les actualisant – les théories fonctionnalistes de E. Valenzuela. Paradoxalement, on y retrouve des historiens qui ont prétendu rompre avec cette orientation pour restituer un contexte sociohistorique plus large : dans son ouvrage, Luís Corvalán Márquez, ne parvient pas de manière convaincante à cet objectif (Corvalán M. L., 2000). D'autre part, mais au sein du même cadre théorique, d'autres auteurs centrent leur attention sur le poids des erreurs commises par les partis politiques, et particulièrement par ceux qui forment le

gouvernement, à commencer par le PC et le PS. Ainsi, Tomás Moulian argumente que la défaite de la « voie chilienne au socialisme » trouve ses origines, d'une part dans l'incapacité du gouvernement à trouver un terrain de négociation crédible avec la Démocratie-chrétienne; d'autre part, dans l'existence d'une division fratricide au sein de la gauche entre les « révolutionnaires modérés » (PC, aile droite du PS, secteurs chrétiens et radicaux) et les secteurs « rupturistes », dont le poids déstabilisateur aurait été accentué par la présence de la gauche extraparlamentaire. Il faut noter que c'est aussi, à peu de chose près, la version « officielle » défendue aujourd'hui par de nombreux ex-dirigeants de la gauche chilienne (dont Luíís Corvalán Lepe, ex-secrétaire général du PC). Comme le politiste Juan Carlos Gómez Leyton, nous pensons au contraire que cette matrice théorique, sous ces diverses variantes, ne permet pas une compréhension pleine et entière de la signification du coup d'État de septembre 1973 et par là même une analyse de l'UP : « la principale erreur de chacune de ces thèses se trouve dans le fait de centrer l'analyse sur le fonctionnement du régime politique et non sur les conflits qui affectaient les structures de pouvoir de la formation sociale chilienne » (J. C. Gómez Leyton, 2004, p. 174). Selon nous, l'UP représente bien une rupture non pas seulement du système politique mais, comme le précise Gómez Leyton, d'un pacte de domination sociale auquel était justement lié ce système politique ainsi que le régime d'accumulation capitaliste qui lui était associé. Et pour comprendre cette dynamique de conflit de classe, il faut décentrer le regard et aller vers la base de la société et ses transformations. Bien entendu, d'autres champs d'investigation doivent aussi continuer à être développés : les relations internationales (citons les études de Olga Ulianova sur l'influence soviétique), la mémoire militante (travail de José del Pozo au Canada), les militants de gauche au sein des Forces armées (recherche de Jorge Magasich en Belgique), la gauche extraparlamentaire (doctorat d'Eugenia Palieraki à Paris), etc.

Le retour du social et la « révolution par en bas » Pour une vision renouvelée de l'Unité populaire

Malgré le nombre de recherches déjà réalisées sur le Chili, la période de l'Unité populaire est ainsi toujours riche de domaines non explorés ou peu développés. Dans leur bilan, M. Garcés et S. Leiva isolent deux « grandes omissions ». La première est liée au rôle de l'intervention étatsunienne dans la déstabilisation du régime. Nous relativiserons ce point de vue, car plusieurs descriptions détaillées de cette implication du gouvernement Nixon existent déjà et elles ont permis de comprendre que les États-Unis, et leur interventionnisme, ont été un acteur central et incontournable du « drame chilien ». Il est, par contre, exact que cette donnée n'est parfois pas assez prise en compte dans les explications de la défaite de l'UP et, aussi, que les récentes déclassifications de milliers d'archives des services secrets ouvrent un nouveau terrain de recherche autour de cette thématique⁴⁶. Par contre, l'autre zone d'ombre qui reste largement à défricher est paradoxalement celle qui a trait à un des aspects les plus riches de cette période : le mouvement social et les

46. Consulter le site du « National Security Archive », abrité par l'université George Washington : [www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm] et KORNBLUTH P., *The Pinochet File. A declassified dossier on atrocity and accountability*, New York, New Press, 1989.

diverses formes d'actions collectives protestataires. « Dans la majorité des travaux consultés, les secteurs populaires ne constituent pas des acteurs sociaux et politiques définis depuis leur historicité propre. Peu sont les historiens qui ont mené des recherches sur les mouvements sociaux et quand ils l'ont fait, ils ont reproduit les approches dominantes » (Garcés M., Leiva S., 2004, p. 15). C'est précisément là que se situe une possible rénovation historiographique en profondeur, à la base de notre travail : retrouver la dynamique de la politique du conflit et du mouvement social, la replacer au centre de nos analyses et montrer en quoi elle a pu acquérir une mécanique propre, non pas isolée du champ politique, mais parfois en autonomie, voire même en contradiction par rapport à celui-ci. Les sociologues P. Guillaudat et P. Mouterde dans leur étude des mouvements sociaux durant la dictature notent que pour la période précédente, concernant ce fameux « pouvoir populaire », « un bilan reste à faire ». Ils ajoutent : « devrait entrer dans la discussion toute la question du rôle exact des organismes de double pouvoir et plus particulièrement des "Cordons industriels", comme moyen, dans la perspective d'une prise de pouvoir populaire et véritablement démocratique, d'accroître la participation ouvrière et populaire, d'unifier les différentes classes dominées, de mettre hors d'état de nuire les appareils répressifs de l'ex-classe dominante⁴⁷ ». Cette remarque répond comme un écho à celle que formule déjà Alain Joxe dès 1974⁴⁸. L'historienne chilienne María Angélica Illanes insiste elle aussi sur la nécessité de reconstruire cette « histoire par en bas », mal connue et qu'elle qualifie de « thème central de l'expérience chilienne de l'Unité populaire⁴⁹ ».

Notons cependant qu'il existe certains travaux pionniers en la matière qui nous fournissent une base de travail. En France, le militant Maurice Najman analyse à chaud ce phénomène dans *Le Chili est proche*, dès 1974, de même que la revue *Les Temps modernes*. Le mémoire de Licence de Jorge Magasich (aujourd'hui historien), écrit en 1980, est aussi un travail remarquable, alors qu'il est réalisé en exil et avec un accès aux sources très limité. Pendant longtemps, ce sont les recherches d'Hugo Cancino sur la « problématique du pouvoir populaire » qui ont constitué la seule publication académique sérieuse sur le sujet. Mais ce travail, fortement marqué par les conceptions eurocommunistes revendiquées de l'auteur, a finalement eu assez peu d'écho dans les cercles scientifiques (Cancino H., 1988)⁵⁰. C'est plutôt en tant que compilateur et militant que Miguel Silva aborde les Cordons industriels (Silva, 1999). Pour lui, il s'agit de décrire l'histoire de l'UP, « du point de vue du « socialisme par en bas ». Cependant, comme le remarque María Angélica Illanes, cette compilation est assez difficile d'utilisation : « Tout au long de ses presque 600 pages, il nous submerge dans l'incompréhension du processus et nous maintient dans l'angoisse de son obscurité, détériorant l'expérience et la compréhension historique de l'Unité populaire⁵¹. » C'est

47. GUILLAUDAT P., MOUTERDE P., *Les mouvements sociaux au Chili 1973-1993*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 61.

48. JOXE A., *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, p. 176.

49. ILLANES M. A., « Reforma + Revolución. En torno a una historiográfica del movimiento de Trabajadores durante el Gobierno de la Unidad popular », *La batalla de la memoria*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002.

50. Avant cette publication, cet historien avait été co-auteur d'un travail plus modeste, consacré au même sujet (cette fois clairement inspiré du trotskysme) : CANCINO H. T. et CASTRO C. B., *Poder obrero y popular en Chile, 1970-1973*, I.S.A., Romansk Institut, 1981.

51. ILLANES M. A., *La batalla de la memoria*, op. cit.

surtout l'historien Peter Winn et ses « tisseurs de révolution » qui a ouvert la brèche d'une véritable rénovation historiographique (Winn P., 1986). Cet historien a centré son doctorat sur l'étude du monopole textile Yarur, en combinant, de manière originale, l'histoire orale (nombreux témoignages) et l'histoire locale (l'étude d'une industrie). Par le biais de son étude, il parvient à établir une vision générale tout en restituant en détail les conflits au sein de l'entreprise⁵². Au travers d'une *histoire à échelle humaine*, cet auteur oppose ainsi la « Révolution par en haut » incarnée par le gouvernement, à la « Révolution par en bas » alors en gestation dans les usines nationalisées. Il faut enfin noter qu'une nouvelle génération de chercheurs commence à s'intéresser à ces thématiques : c'est le cas de Sebastián Leiva qui a travaillé sur la gauche et la théorie du « pouvoir populaire » (Leiva, 2008), de Renzo Henríquez Guaico (2008) avec un mémoire consacré au Cordon industriel Cerrillos ou encore de Sandra Castillo Soto, qui mène des recherches sur le pouvoir populaire après un mémoire consacré aux Cordons industriels : tous deux utilisent d'ailleurs parmi leurs sources, notre travail d'enquête orale et plusieurs de nos propositions épistémologiques (Castillo, 2007)⁵³. Dans le champ militant, Dolorés Mujica et Nicolas Miranda au sein du « Musée ouvrier⁵⁴ » ou encore l'atelier audiovisuel *Llalliyapacha*⁵⁵, à Santiago, tentent eux aussi d'alimenter cette mémoire du pouvoir populaire.

Selon Mario Garcés, vu le peu de travaux sur le sujet, l'un des défis épistémologiques reste de questionner la réalité, les mythes et les logiques de cette « révolution par en bas⁵⁶ ». C'est également notre parti pris dans ce travail, approche que nous avons commencé à développer dans un premier livre d'histoire orale : la technique de l'enquête orale semi-directive combinée au travail des sources écrites (ou plutôt ce qu'il en reste suite au coup d'État...) permet d'éviter les analyses réductrices. Combinés avec les archives et sources écrites, les récits de vie permettent de restituer la dimension micro-sociale des actions collectives. Bref, de comprendre de quelle manière les mobilisations et les parcours individuels se sont articulés avec le conflit politique global (Gaudichaud F., 2004). C'est donc à l'étude de la dynamique contradictoire et diachronique entre l'action du gouvernement Allende et un éventuel « pouvoir populaire » en gestation que nous nous attacherons⁵⁷. Pour ce faire, nous nous pencherons tout d'abord sur la stratégie du gouvernement de l'UP et particulièrement sur sa politique de « participation

52. À noter que dans le sillage de Peter Winn (*Weavers of Revolution*, Oxford University Press, 1989), ont été réalisées deux études monographiques essentielles sur de grandes entreprises chiliennes : STILLERMANN J., *From solidarity to survival. Transformation in the culture and style of mobilisation of Chilean metal worker under democratic and authoritarian regimes, 1945-1995*, New School for social research, Ph.D. of philosophy, 1998 ; ROJAS J., RODRÍGUEZ C., FERNANDEZ M., *Cristaleros : recuerdos de un siglo, los trabajadores de Cristaleras Chile*, Santiago, Sindicato n° 2 y PET, 1998.

53. Comme c'est d'ailleurs aussi le cas de la chercheuse brésilienne Elisa de Campos Borges, dont nos entretiens publiés chez LOM en 2004 représentent la principale source de son doctorat en sciences sociales (2011), un travail qui apporte bien peu de chose par ailleurs...

54. Consulter : [www.bibliotecaobrera.cl].

55. Voir dans la bibliographie les documentaires audiovisuels de Pepe Burgos de l'atelier *Llalliyapacha*.

56. GARCÉS M., « El movimiento popular, la Unidad popular y el golpe », *Punto Final*, 25 septembre de 2003.

57. Pour une étude préliminaire, voir le dossier : GAUDICHAUD F. (coord.), « Autour du mouvement révolutionnaire chilien », revue *Dissidences*, Nancy, n° 14-15, 2004.

des travailleurs » au sein du secteur nationalisé, dit « Aire de propriété sociale » (APS). Il s'agit en quelque sorte de l'étude d'un « pouvoir populaire constitué », envisagé par le programme de gouvernement et la direction des principaux partis de gauche. Paradoxalement, cet aspect a largement été délaissé par les chercheurs. Cela constitue pourtant une donnée centrale qui pourrait expliquer comment se complètent, entrent en friction ou s'opposent, mesures gouvernementales et diverses formes de « pouvoir populaire constituant ». Cet angle de recherche est d'ailleurs confirmé par une enquête préliminaire effectuée par la FLACSO, en août 1972. Dans ce projet scientifique jamais mené à bien, une équipe de sociologues note l'importance d'une étude de l'APS et du « processus d'incorporation des travailleurs⁵⁸ ».

Afin de faire resurgir une compréhension contextualisée de cette dynamique sociale à reconstruire, nous essayons de montrer dans quel cadre elle interagit. C'est pour cette raison que nous inscrivons, dans un premier temps, cette problématique dans sa perspective historique et rappelons brièvement la composition du mouvement social urbain en 1970, les orientations de la gauche chilienne, le projet politique de l'Unité populaire. Les chapitres suivants évoquent les différents épisodes de contestation⁵⁹ et expressions des luttes urbaines jusqu'au coup d'État. La deuxième partie est consacrée aux initiatives prises par le gouvernement Allende en faveur de la participation populaire et à leurs limites. Elle s'attache aux premiers signes de débordement et de créativité issus des conflits urbains et tout spécialement à la radicalisation du mouvement ouvrier industriel. La troisième partie essaye d'analyser la genèse et le développement des « Cordons industriels », essentiellement à partir d'octobre 1972 : condition d'émergence, structuration, expression culturelle sont abordés. Nous revenons également sur les tensions qui s'accumulent autour de cette question au sein de la gauche, du mouvement syndical comme du gouvernement, ainsi que sur les autres dynamiques de l'espace du mouvement social urbain, en particulier celles qui sont liées aux *pobladores* et au ravitaillement des quartiers pauvres. Enfin, la dernière partie s'attache à établir une présentation de la structuration nationale de ces organismes, à leurs dernières mobilisations et tentatives de coordination. Elle essaye de faire la part des choses entre discours et praxis réelle, tout en présentant leur inscription territoriale et un panorama de leurs répertoires d'actions. L'ultime chapitre explique la situation à la veille du coup d'État.

58. FAUSTO A., FRÍAS P., OPAZO A., *Perspectivas de poder popular en Chile : informe preliminar*, Santiago, FLACSO, circulación interna, août 1972, p. 35-40.

59. Les épisodes de la contestation sont « des séquences liées d'interaction ininterrompue ; ils sont généralement le produit des coups de ciseaux que le chercheur pratique dans un flux de conflit à des fins d'observation, de comparaison et d'explication systématiques », TARROW S., TILLY C., *Politique(s) du conflit*, op. cit., 2008, p. 71.